

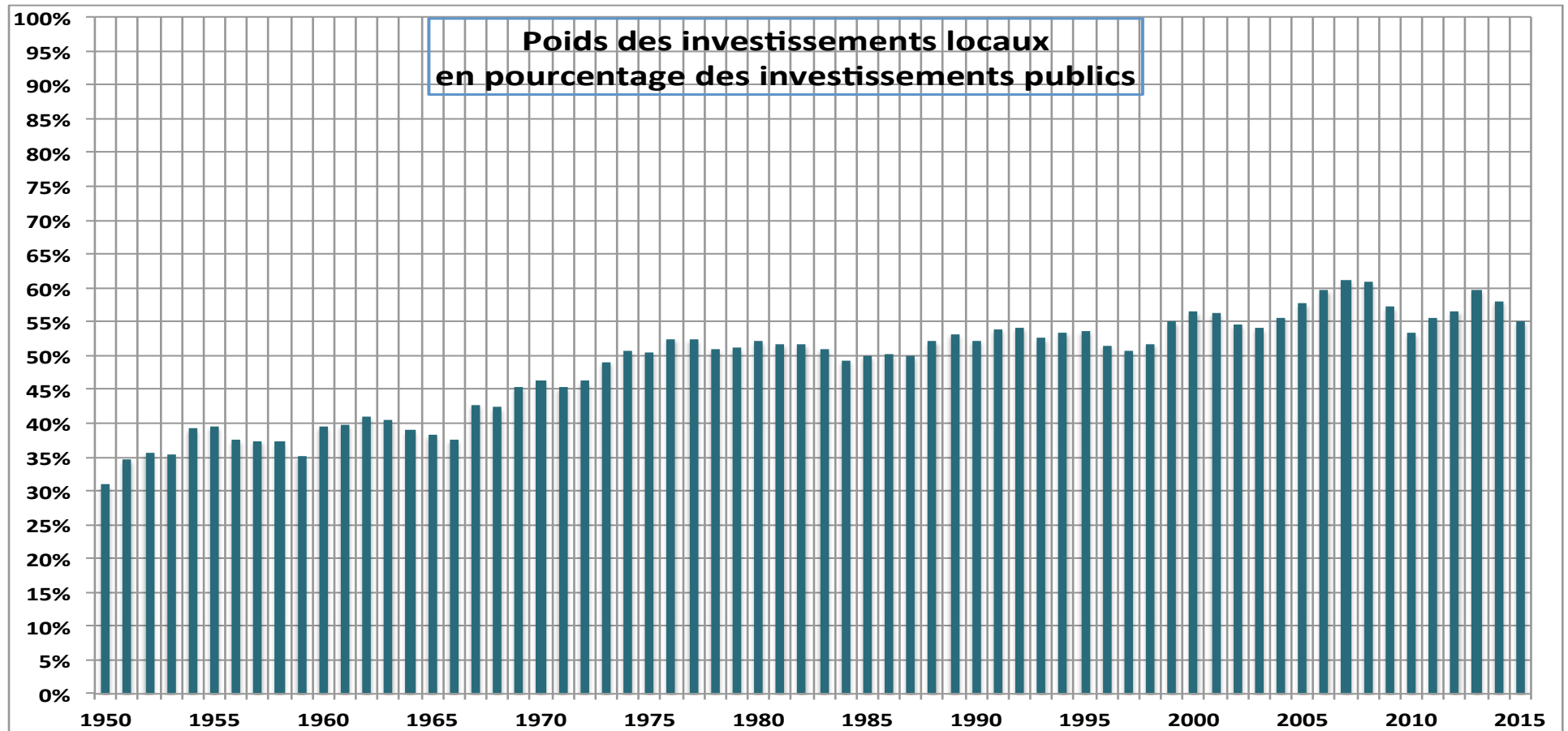
# La loi de finances 2017 en fonctionnement et investissement

DEPENSES		Md€	RECETTES	
F O N C T I O N N E M E N T	MOYENS GENERAUX (hors personnel)	49,6	RECETTES COURANTES NON FISCALES	14,3
	DEPENSES DE PERSONNEL	127,3	IMPOTS ET TAXES	292,5
	INTERVENTIONS ET AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	87,9	PRODUITS FINANCIERS	0,3
	FRAIS FINANCIERS	41,8	SOLDE DES BUDGETS ANNEXES	6,9
	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>0,0</b>		
	PRELEVEMENTS SUR RECETTES			
	UNION EUROPEENNE	19,1		
	COLLECTIVITÉS LOCALES (hors FCTVA)	38,7	<b>DEFICIT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>50,3</b>
	TOTAL	364,3	TOTAL	364,3
I N V E S T	<b>DEFICIT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>50,3</b>	CESSIONS	5,0
	<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> (dont FCTVA 5,5)	<b>16,3</b>	<b>EMPRUNTS LEVES</b>	<b>185,0</b>
	AUTRES DEPENSES	7,4	AUTRES RESSOURCES DE FINANCT	7,0
	PARTICIPATIONS EN CAPITAL	1,2		
	<b>REMBOURSEMENTS D'EMPRUNT</b>	<b>121,8</b>		
	TOTAL	197,0	TOTAL	197,0

DEFICIT PREVU 69

Pour que le budget de l'Etat soit en équilibre au sens que l'on donne à ce terme pour les collectivités, il faudrait 166 Milliards d'euros d'impôts supplémentaires ce qui reviendrait à plus que tripler l'impôt sur le revenu

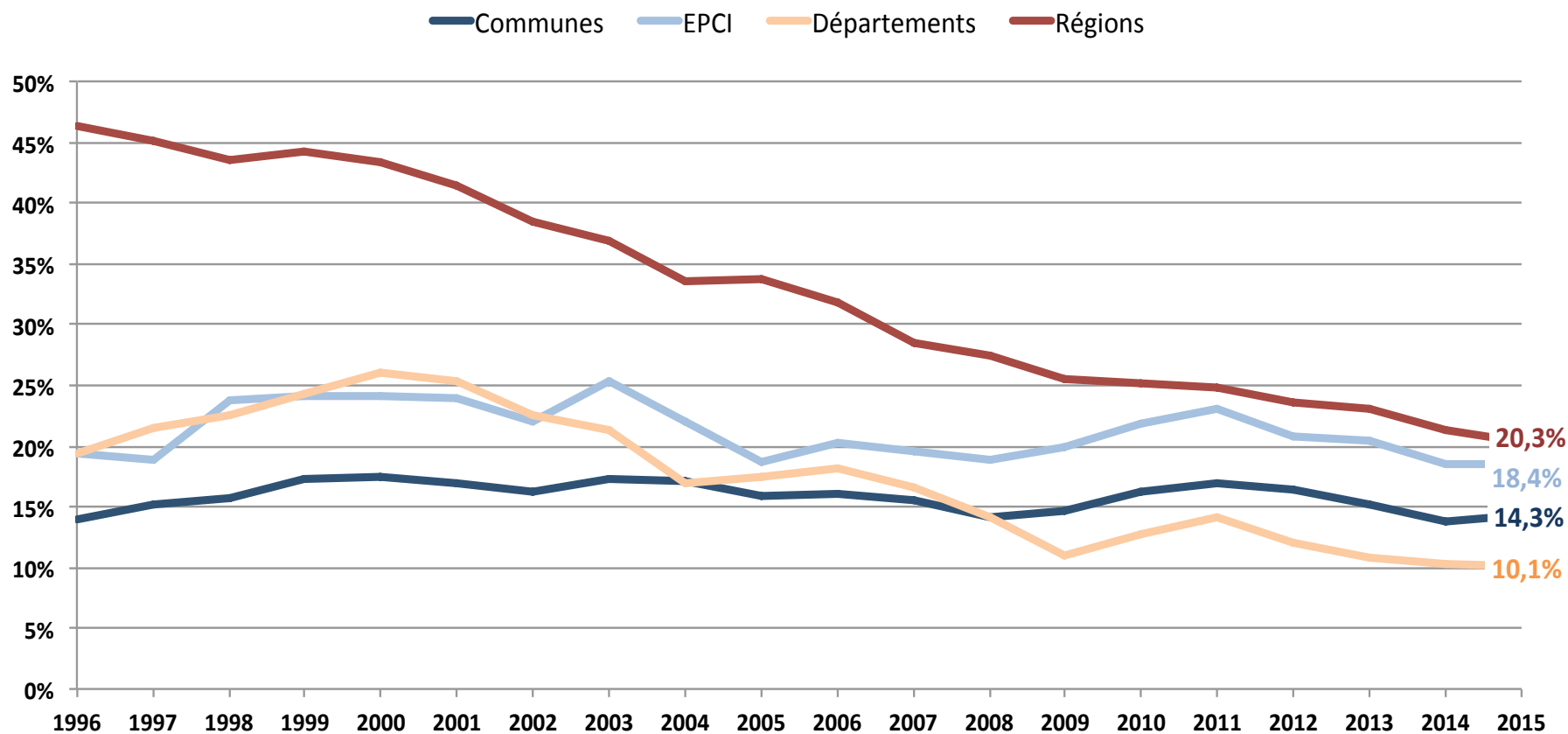
# PART DES INVESTISSEMENTS LOCAUX 1950-2015



**Le chiffre souvent cité de 70% au lieu de 55% sur le graphique en 2014 ne prend pas en compte les investissements militaires de l'Etat**

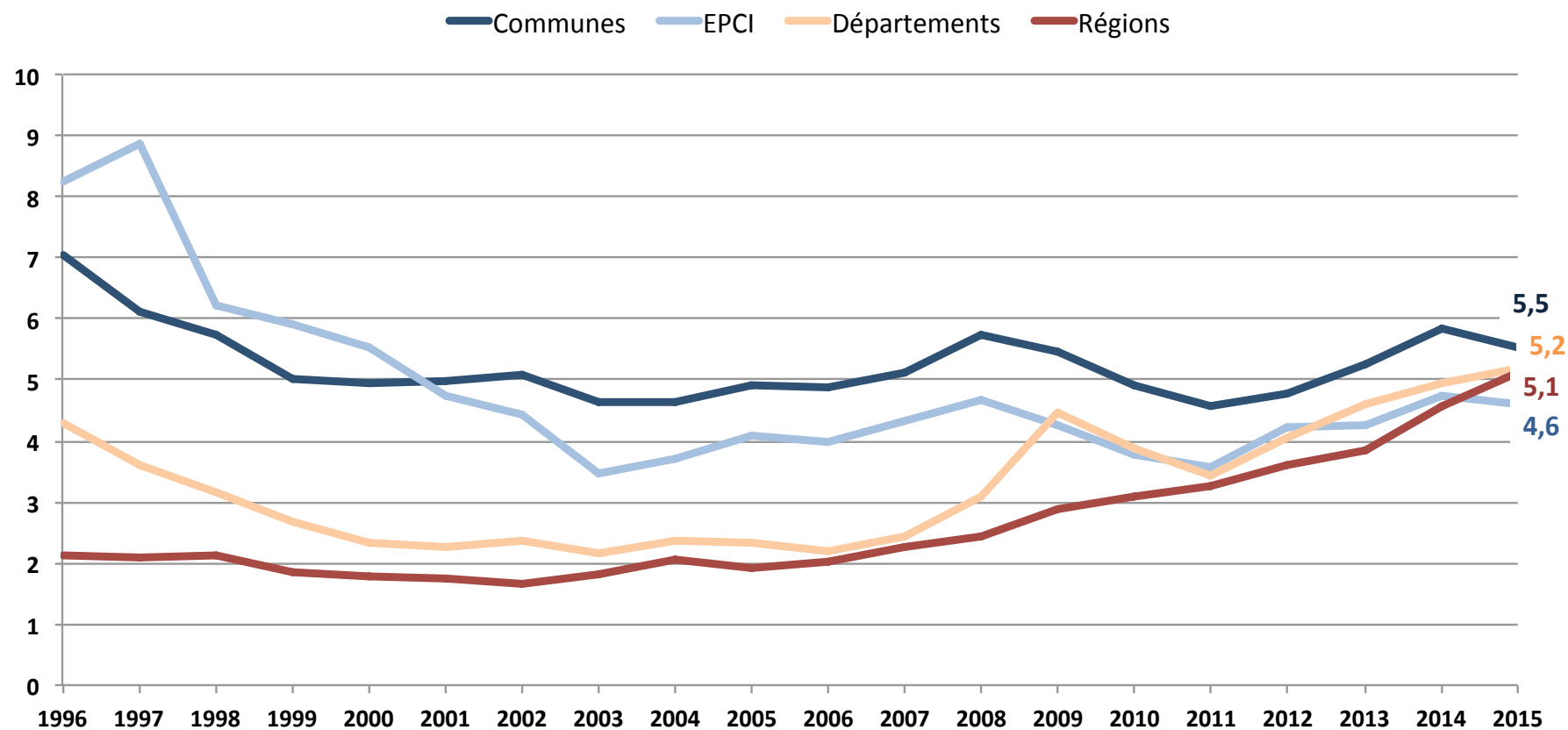
# LA SITUATION DES COLLECTIVITES A FIN 2015

Evolution des taux d'épargne brute consolidés  
(ratio épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)

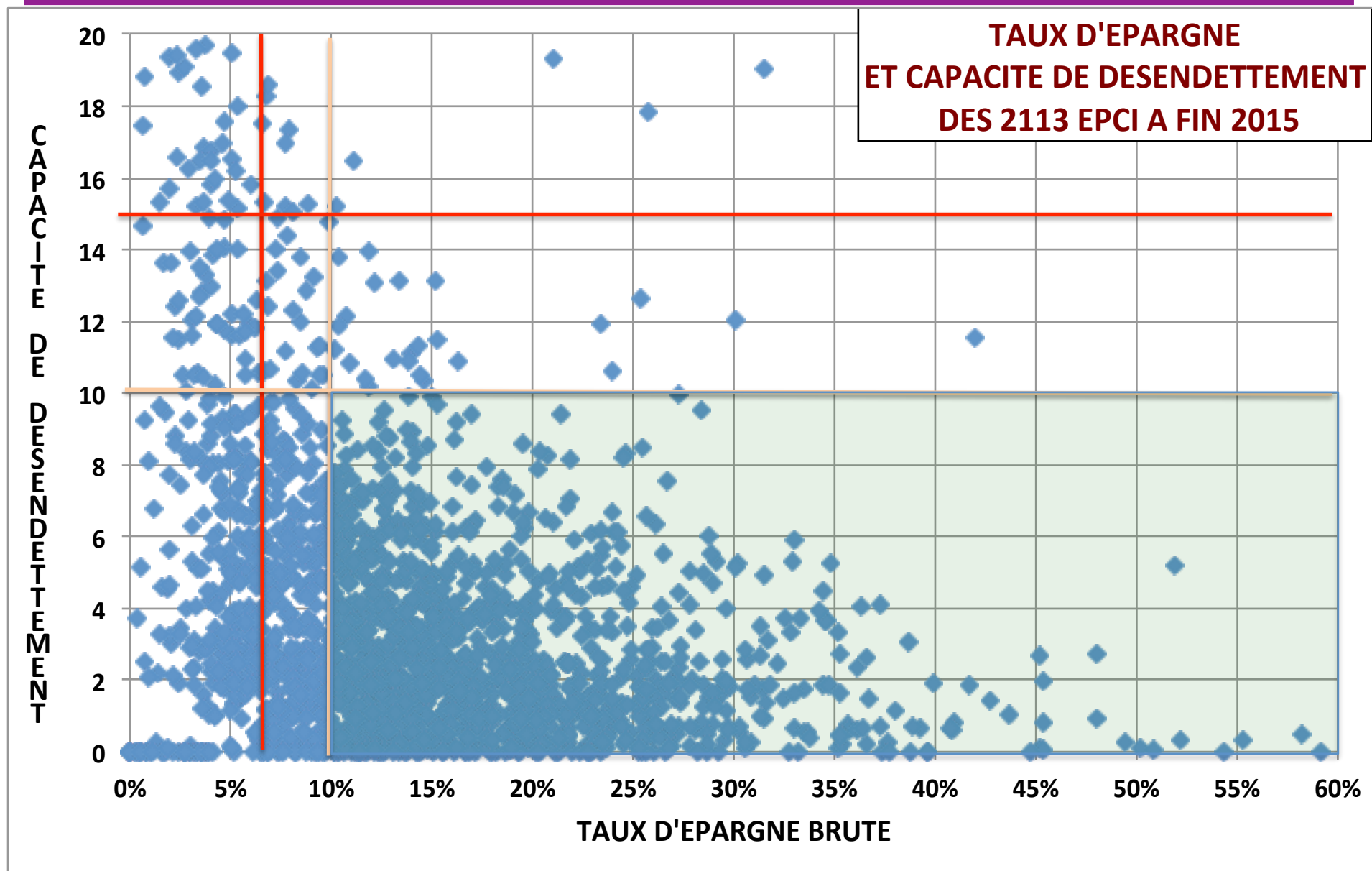


# LA SITUATION DES COLLECTIVITES A FIN 2015

## Evolution des capacités de désendettement consolidées (ratio dette / épargne brute exprimé en années)



# La situation des communautés à fin 2015



## BILAN DE L'EVOLUTION DES DOTATIONS

A la page 16 du PLF 2017, il est mentionné que les dépenses de l'Etat ont baissé de **6,9 Md€** entre **2013 et 2017**. Or les collectivités ont procuré, via la baisse de leurs dotations, plus que la totalité de ce gain (**9,7 Md€**), le reste des dépenses de l'Etat ayant augmenté de **2,8 Md€** sur la période.

